

CONSTANTINE

# Pas de rentrée pour les adjoints de l'éducation

**Le souhait de M. Benbouzid, ministre de l'Education nationale, d'entamer une année scolaire sans couacs n'aura été, décidément, qu'un vœu pieux. Le premier jour de la rentrée scolaire a été marqué, hier à Constantine, par la grève nationale des adjoints de l'éducation nationale.**

Une démonstration de force qui intervient, après l'échec du dernier round de discussions entre le secrétaire général du ministère de l'Education nationale et les représentants de la Coordination nationale des adjoints de l'éducation (CNAE), affiliée au Syndicat natio-

nal des travailleurs de l'éducation (SNTE). «Après quatre longues années de négociations et de rencontres avec la tutelle, qui se sont toutes terminées par des promesses non tenues jusqu'à aujourd'hui, il ne nous reste que la grève pour faire valoir nos droits»,

soutient Fertaki Mourad, coordinateur national du SNTE.

Par cette énième action de protestation, les adjoints de l'éducation, à qui le SG du ministère de l'Education nationale avait demandé lors de leur dernière rencontre de «geler leur mouvement de grève, arguant du fait que ses services avaient reçu le feu vert du Premier ministre pour la révision du statut particulier», ne comptent pas rester les bras croisés. En effet, les grévistes, rassemblés

hier devant la Direction de l'éducation de Constantine, diront qu'ils ne croient plus aux promesses sans lendemain.

«Tous les engagements pris par la tutelle quant à une prise en charge sérieuse de nos revendications, maintes fois réitérées, n'ont pas été tenus», affirme Fertaki Mourad. Les revendications soulevées par les adjoints de l'éducation nationale se résument, essentiellement, en deux points. En premier, ils réclament «la révi-

sion du statut particulier de la corporation à travers la classification à la catégorie 10 au lieu de 7 actuellement» et en second «de bénéficier du droit à la promotion». Aussi, le taux de participation à la grève au niveau national a été estimé dans l'après-midi, selon le coordinateur national du SNTE, à 80 %. Déterminés à arracher leurs droits, les protestataires ont promis de revenir à la charge dans les prochains jours.

Farid Benzaid

AÏN DEFLA

# Rassemblement devant la Direction de l'éducation

**Hier, dès 9h du matin, il étaient des centaines à se rassembler dans la cour et devant l'entrée de la Direction de l'éducation, située au boulevard du 24-Février.**

«Nous sommes là pour protester contre le mépris dont nous sommes victimes et dénoncer notre situation qui est bloquée

depuis 2008», nous dit l'un des responsables locaux du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE). Et d'ajouter : «On nous mène en bateau depuis 4 ans.»

Une dame s'indigne de la discrimination dont est victime le corps des adjoints d'éducation en matière de classification dans la grille des salaires. «Nous étions classés à la catégorie 11 et nous avons été déclassés à la 7», dira-t-elle. Par ailleurs, les contestataires trouvent injuste qu'ils n'aient pas le droit de prétendre à une promotion au grade de conseiller principal d'éducation (ex-surveillant général).

«Nous allons partir à la retraite avec le même grade que lorsque nous avons été recrutés... un corps condamné, gelé... C'est inadmissible, intolérable !», dira une adjointe de l'éducation.

Mais ce qui a poussé les quelque 400 adjoints à bloquer la circulation et à fermer l'accès de la Direction de l'éducation le premier jour de la rentrée semble être les

propos qu'ils attribuent au SG du département de Bebouzid rapportés à la base par le coordinateur du mouvement, M. Fertaki, membre de la délégation reçue jeudi au siège du ministère.

«Les pneus qu'ils vont aller brûler dans les rues n'ont pas encore été fabriqués», leur a-t-il dit. La dame clame à haute voix : «Nous considérons que ces paroles sont indignes d'un responsable d'un secteur comme le nôtre, ce sont des propos provocateurs qui incitent à la confrontation avec les pouvoirs publics. Nous lui disons que nous sommes des patriotes et nous aimons notre pays, nous sommes pour la revendication pacifique de nos droits, nous ne sommes pas les incendiaires qu'il cherche.» Et d'ajouter : «Cependant, si l'usine qui fabrique ces pneus n'a pas encore été ouverte, nous sommes prêts à brûler les pneus de nos propres véhicules s'il le faut, et nos droits, nous les arracherons cette année, quoi que puisse penser ce "responsable".»

Il faut aussi signaler un autre mouvement de contestation simultané prévu depuis des jours pour le 11 septembre, sous la forme d'un sit-in auquel ont pris part quelque 80 % des agents des services économiques des établissements du moyen et du secondaire pour faire avancer leurs quatorze revendications.

L'un de ces agents nous dira : «On nous considère comme des serfs, taillables et corvéables à merci dans la mesure où on nous oblige à accomplir des travaux supplémentaires sans aucune compensation : vente des manuels, paiement des 3 000 DA à nos risques et périls, gestion d'établissements annexes faute de personnel affecté, opérations d'exams.

En somme, un ensemble de charges supplémentaires à accomplir gratuitement».

Il est à signaler aussi qu'aucun acte de violence n'a été commis et la contestation s'est déroulée sans incidents, mais sous la surveillance attentive de la police.

Karim O.

BÉJAÏA

# Les adjoints de l'éducation devant le siège de l'académie

**Les adjoints de l'éducation ont réinvesti le terrain de la protestation, à travers un rassemblement observé hier dans la matinée devant le siège de la Direction de l'éducation de Béjaïa.**

Plusieurs centaines de protestataires se sont regroupés devant l'entrée principale de l'académie pour exiger une «prise en charge

effective» des préoccupations de ce corps de l'enseignement par le département de Benbouzid.

La principale revendication mise en avant par les adjoints de l'éducation et qui tarde «à trouver une oreille attentive» auprès du ministère de tutelle depuis quatre années, précise-t-on, consiste en la révision de la classification de cette catégorie de travailleurs dans le nouveau statut de l'Education nationale.

Les contestataires réclament au département de Benbouzid une nouvelle classification à l'échelle 10 au lieu de la 7.

Les adjoints de l'éducation de la wilaya de Béjaïa demandent également au ministre de l'Education «le droit à la promotion au poste de conseiller pédagogique ainsi qu'à l'inscription sur la liste d'aptitude au poste de surveillant général».

A. K.

RESTAURATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS

SCOLAIRES D'ORAN

# 61 milliards de centimes... et des sandwiches

**Quelque 290 000 élèves ont fait hier leur rentrée scolaire à Oran, et déjà la colère et le mécontentement grondent partout.**

Il y a eu d'abord le regroupement des adjoints de l'éducation et les mises en garde des syndicats de l'éducation, notamment dans le secondaire, qui laissent présager des grèves pour cette année. Et pour cause l'application à Oran du système de l'horaire continu ne finit pas d'être décriée par la majorité des acteurs de l'éducation et des parents, mais en vain, puisqu'il va être appliqué dans 40 CEM et 25 lycées. Alors que l'administration assure que ce système est appliqué selon la convenance des établissements et donc non

imposé, des enseignants n'ont pas hésité à déclarer en aparté qu'ils n'ont pas eu le choix. De plus, ces derniers dénoncent le duplicité des décideurs puisque ni le programme ni la durée du cours, dans le secondaire surtout, n'ont été changés. Cela donnera des journées de 8h à 15h30 avec une pause déjeuner d'une demie-heure : «L'on concède une demie-heure aux élèves pour manger, nous allons les garder en classe et manger des sandwiches avec eux... Cela va faire pour les élèves des journées de 7 et 8h de cours, y com-

pris le mardi, et sans interruption presque. Il va y avoir de la casse à la fin de l'année et c'est tout...», dira une enseignante de sciences naturelles de 1<sup>re</sup> année secondaire.

Cette affaire de restauration est le nouveau scandale dans l'éducation à Oran avec les propos tenus par le wali : «Nous n'allons pas donner des repas 3 étoiles, les établissements qui peuvent servir des repas chauds le feront, pour les autres des sandwiches seront distribués...». Avec un budget de 61 milliards de centimes pour la restauration, les enfants auront ainsi droit à des sandwiches et certainement pas du chich kebab.

Fayçal M.

INTOXICATION ALIMENTAIRE À IBOUDRARÈNE

# Plus de 50 personnes touchées

Une intoxication alimentaire qui a touché plus d'une cinquantaine de personnes a créé une panique générale au sein des habitants du village Ighil n'tsedda, dans la commune d'Iboudrarène, samedi dernier, lors d'une fête de mariage où elles auraient consommé une nourriture apparemment avariée.

Selon des informations que nous avons pu obtenir auprès des services sanitaires de la polyclinique d'Aït Ali Ouharzoune, qui ont pris en charge immédiatement les choses en main, les victimes souffraient de vomissements et de diarrhées aiguës, ce qui a fait craindre le pire et une peur parmi les habitants du village.

Les services du bureau d'hygiène de la commune d'Iboudrarène se sont rendus au domicile où s'est déroulée la fête et ont effectué des prélèvements sur les produits consommés pour une «analyse épidémiologique» afin de déceler l'origine de cet incident qui a fait le tour des villages de la commune d'Iboudrarène et même au-delà. Selon d'autres explications fournies par des citoyens, c'est probablement la sauce utilisée pour le couscous qui serait à l'origine de cette intoxication.

Dépassées par les préparatifs de la fête, les maîtresses de maison, malgré les recommandations du cuisinier, «auraient oublié de mettre cette sauce dans le réfrigérateur pour le dîner du soir». En tout cas, il y avait plus de peur que de mal et toutes les personnes touchées ont regagné saines et sauves leurs domiciles, après un passage à l'infirmerie.

Pour rappel, cet été, la commune d'Iboudrarène a pratiquement vécu au rythme des intoxications alimentaires à chaque occasion de fête, fort heureusement sans trop de gravité sur la santé des victimes.

Les chaleurs caniculaires de l'été et le manque de moyens et surtout de vigilance des organisateurs de ces fêtes qui ne respectent pas souvent les règles d'hygiène et de conservation de produits alimentaires sont les principales causes d'intoxication.

Sadek Aït-Salem